

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



LIGNES D'ATTAC

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne
Trimestriel n°118 | septembre - novembre 2024 | 1,5 €

PROTECTION SOCIALE
CLIMAT
BIODIVERSITÉ
SERVICE PUBLIC

- ▶ Mercredi 11 septembre, soirée d'accueil au Beau-Murl
- ▶ Samedi 14 septembre, Laurent Pirnay sur les dettes publiques
- ▶ Mardi 17 septembre, François Debras sur les élections à Barricade



■ ci il pleut des cordes deux jours sur trois. Ailleurs il pleut des obus. L'Arctique fond. Partout ou presque une eau brune et trouble monte à l'assaut de nos démocraties, de nos droits, de nos solidarités. Mais ce n'est pas grave : Tadej a gagné le Tour et Remco est deux fois champion olympique.

En Wallonie, pas de menace d'extrême-droite, nous dit-on. Mais les mesures annoncées n'ont rien de réjouissant. Le programme pour la Région wallonne comprend des mesures contradictoires : réduire la fiscalité, mais dans le même temps combler le déficit public et augmenter le budget consacré à la prévention santé. Supprimer les **allocations de chômage** après deux ans ne va pas créer des emplois, mais alourdir la charge pesant sur les CPAS, augmenter la pauvreté, le sans-abrisme, le désespoir. Remplacer la titularisation des enseignants par des CDI, c'est assurément faire des économies (notamment sur les pensions) et rendre les engagements plus flexibles ; mais par rapport à nos conquits sociaux, c'est un énorme pas en arrière. Que climat et environnement ne font guère partie des priorités gouvernementales est clair dans le blocage de subventions pourtant déjà votées et budgétées, dont une pour Canopea ; le vice-premier ministre responsable justifie : « *dans un contexte où la Belgique se trouve en procédure de déficit excessif, il y a lieu de se montrer prudent* »!

Or non, côté **biodiversité et climat**, les choses ne s'arrangent pas. Ainsi Beryl, un ouragan hors saison et hors trajectoire prévisible : un signe de plus, parmi tant d'autres, que notre climat est bel et bien dérégulé ; le froid et l'humidité dont nous jouissons cet été en est paraît-il un autre témoignage alors qu'à l'échelle mondiale, le mois d'avril a été le plus chaud de tous les temps. Il est à craindre que nos nouveaux gouvernements soient beaucoup moins réticents envers des pratiques destructrices comme la surpêche et l'extraction minière en eau profonde. Pour le nucléaire, l'affaire est déjà pliée : prolongation de vingt ans ; les lanceurs d'alerte ne se sont pas tu, mais ils ont été rendus inaudibles par l'obsession de limiter les émissions de CO₂, qui mène aussi au tout à l'électrique, sans se soucier des quantités de métaux à extraire, ni de la production de cette énergie « propre ».

L'industrie de la finance a injecté 650 milliards d'euros dans les grandes compagnies pétrolières l'année dernière, détruisant la planète, en toute impunité. L'industrie de l'armement n'est pas en reste.

C'est lassant, les nouvelles des **guerres**, mais elles sont là, et nous en sommes plus ou moins directement complices, du moins pour celles dont l'enjeu est l'extraction de métaux si nous utilisons un portable. En Ukraine, on estime que les combats font une moyenne de 1000 tués par jour. Or un accord était sur le point d'être conclu au printemps 2022, quand Blinken et Johnson y ont mis leur véto.. Les terres fertiles se gorgent de métaux lourds, les villes et les villages que grignote l'armée russe ne sont plus que ruines. Ruines aussi le territoire de Gaza, du nord au sud ; l'armée israélienne tue sans discrimination et elle vise des lieux de résistance par le savoir et la culture comme les universités. L'absence d'eau potable, le manque de nourriture entraînent des maladies souvent mortelles. En Cisjordanie, accaparement des terres et colonisation se poursuivent dans une illégalité complète. Le gouvernement d'Israël a d'ailleurs été condamné par deux tribunaux internationaux sans en être perturbé. Le courage de Gandhi, prôné par le mouvement Jai Jagat, est-il suffisant ?

Le thème de la **paix** est donc bien présent dans ces pages. Par ailleurs, nous poursuivons notre feuilleton sur l'Intelligence artificielle et en commençons un autre sur l'Alimentation en régime capitaliste.

Les rendez-vous sont nombreux en ces premiers mois de l'année. Nous espérons bien vous y retrouver. Lire, écouter, débattre, c'est se donner les moyens de mieux comprendre, et donc d'agir.





INÉGALITÉS CLIMATIQUES

Juillet 2024, l'ouragan Beryl vient de détruire plusieurs îles des petites Antilles. De très petites îles ont été rasées en une demi-heure, Carriacou, Union Island, les Grenadines... Cet ouragan puissant apparaît très tôt dans la saison. Il est positionné sur le sud des petites Antilles habituellement épargnées par des ouragans aussi forts. C'est de nouveau l'occasion de remarquer que les inégalités climatiques sont de plus en plus évidentes. Ces petites îles qui ont un impact proche de zéro face au réchauffement climatique subissent de plein fouet ses conséquences. Ce sont les pays riches, les gros consommateurs qui polluent et produisent du CO₂ mais qui en voient peu les dégâts¹.

Que faire ? Le principe de responsabilité commune mais différenciée est inscrit dans l'Accord de Paris. Il stipule que les pays qui contribuent le plus au réchauffement climatique sont aussi ceux qui doivent le plus contribuer à la réparation de ses effets. Notamment par le Fonds vert pour le climat. Malheureusement, en 2024 ce fonds qui a pour but d'appuyer les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement, n'est pas parvenu à mobiliser des ressources financières privées. Ce sont donc des financements publics qui soutiennent tant bien que mal des projets dans des pays du Sud².

1. Bathiany, S., Dakos, V., Scheffer, M., & Lenton, T. M. (2018). Climate models predict increasing temperature variability in poor countries. *Science Advances*, 4(5), eaar5809. https://lstu.fr/attac_118_01
2. Rural 21 : https://lstu.fr/attac_118_02



Avec l'aimable autorisation de Frédéric Dubus ; dessin publié dans *La Libre* et *La Dernière heure*

JUSTICE FISCALE, LE DISCOURS DES PARTIS



FISCALITÉ

Maintenant que nous connaissons le résultat des élections, il est intéressant de garder en mémoire ce que nous disaient les représentants des différents partis lors de l'Apéro politique organisé par le CNCD 11 11 11 le 22 mai 2024.

Les deux questions posées aux six candidat-es étaient en substance :

1. Quelle est la position de votre parti par rapport aux règles budgétaires de l'UE ?
Pour augmenter les recettes de l'État, allez-vous arrêter la diminution du nombre de contrôleurs au SPF Finances ?
2. Votre parti est-il d'accord de renforcer la progressivité de l'impôt en modulant la quotité exemptée d'impôt uniquement pour les bas et moyens revenus et en rétablissant des tranches d'imposition supérieures pour les très hauts revenus ?

La représentante du **PTB** rappelle que son parti a voté contre ce carcan budgétaire absurde qui fait payer aux travailleurs une gestion économique et financière régie par la logique néolibérale ; elle souligne qu'il est possible de refuser de respecter ces contraintes et définit l'approche du PTB comme s'inscrivant pleinement dans la recherche de la justice fiscale (suppression des niches fiscales, lutte contre la fraude fiscale, révision de l'imposition des sociétés et une plus grande progressivité de l'impôt).

Le représentant d'**Ecolo** (devenu co-président) affirme que son parti est opposé à ces décisions budgétaires qui sont aussi irrationnelles qu'injustes puisqu'elles vont entraîner un sous-financement encore pire des services publics et freiner les mesures pour préserver notre environnement. Nous devons introduire des recours en justice en montrant que ces réductions entraînent le non-respect de droits humains garantis par la Constitution belge (le jugement en faveur de l'Affaire Climat a permis de faire voter la reconnaissance du crime d'écocide). Concernant la seconde question, son parti est favorable non seulement à une plus grande progressivité de l'impôt mais à une globalisation des revenus.

Le représentant du **PS** n'est pas favorable à l'austérité à la fois pour des raisons de principe et pour des raisons rationnelles : la crise sanitaire a montré à quel point des investissements publics sont importants, notamment dans les soins de santé. Il faut à la fois augmenter les salaires et diminuer l'imposition du travail. Les recettes doivent venir d'un impôt sur les grosses fortunes ; il faut aussi imposer davantage les grosses entreprises, mieux lutter contre la fraude fiscale.

Le représentant du **MR** établit d'emblée le parallèle entre la gestion de l'État et celle d'une famille. Les recettes doivent équilibrer les dépenses, or le déficit de

l'État belge a explosé. (Le candidat ne nous laisse pas lui demander pourquoi ; il nous aurait sans doute répondu en termes de gabegie et non de niches fiscales et de cadeaux aux riches). Quand il mentionne la crise sanitaire, c'est pour déplorer le «dérapiage budgétaire». Il insiste sur la nécessité d'une plus grande efficacité. Il regrette les redondances dans l'enseignement. Plutôt que d'ajouter des tranches d'imposition avec des taux plus élevés, il propose de mettre les chômeurs au travail.

La représentante des **Engagé·es** est bien d'accord que pour lutter contre la fraude fiscale il faut davantage d'agents. Son parti veut investir dans la santé, et tout particulièrement dans la prévention. Mais par ailleurs elle insiste sur l'importance d'équilibrer le budget. Du côté recettes, son parti veut introduire des taxes environnementales et sociales sur l'utilisation de produits polluants et taxer les plus-values et les transactions spéculatives. Il veut moins d'impôt sur les revenus du travail et relever la quotité exemptée. Côté dépenses, elle préfère parler de rationalisation que de réduction des dépenses.

La représentante de **Défi** trouve qu'il est important d'investir pour la santé, l'enseignement, la justice, l'environnement, qu'il faut une grande réforme fiscale qui prévoit la globalisation des revenus imposables, mais pas d'impôt sur la fortune ; il faudrait également une taxe de 0,5% sur les transactions financières. Mal préparée mais accommodante, elle convient qu'il faut cibler la grande fraude fiscale et non consacrer d'énormes moyens pour traquer la fraude sociale.



ALIMENTATION EN RÉGIME CAPITALISTE



Corinne Michel

Manger. Un besoin vital.

Une activité que nous partageons toutes et tous depuis la nuit des temps. Mais nous mangeons maintenant bien différemment de nos ancêtres. Pour le meilleur et pour le pire...

En 2022, 43 % des adultes âgés de 18 ans et plus étaient en surpoids et 16 % étaient obèses, 37 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient déjà en surpoids. Pourtant, d'après un récent rapport de l'ONU, la faim dans le monde progresse et pourrait avoir touché jusqu'à 828 millions de personnes en 2022. En outre, 149 millions d'enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance et de développement dû à un manque chronique de nutriments essentiels dans leur alimentation.

D'un côté la faim dans le monde est une réalité préoccupante et de l'autre beaucoup sont malades... de trop ou mal manger. Nous constatons aussi que l'agriculture qui nous nourrit est en train de détruire la planète.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés à un tel désastre, il faut se plonger dans l'histoire de l'alimentation humaine.

Épisode 1

Pour Mark Bittman, auteur de *L'histoire aberrante de l'alimentation: 10 000 ans d'impacts sur la santé et l'environnement* (traduit de l'anglais par Véronique Gourdon, Actes Sud, 2024), nos ancêtres les chasseurs-cueilleurs étaient différents des grands singes et autres espèces animales qui mangeaient la même alimentation toute leur vie. Les premiers hominiens, devenus bipèdes, ont ainsi pu parcourir de grands territoires et devenir de meilleurs chasseurs. Leur alimentation est devenue plus flexible et opportuniste, iels mangeaient ce qu'ils trouvaient en fonction du lieu, des saisons et des occasions. La conséquence a été un développement accru de leur cerveau. Devenus plus intelligents, nos ancêtres ont donc pu se procurer plus de nourriture, ce qui a encore amélioré leur cerveau : une boucle de rétroaction positive qui créa Homo Sapiens.

Mais la nourriture était quand même aléatoire et quand nos ancêtres trouvaient (iels étaient aussi charognards) ou tuaient un animal à la chasse, iels mangeaient un maximum pour faire des réserves. Pour certain-es chercheurs-euses c'est là une explication à notre suralimentation actuelle : nous ne sommes pas programmé-es pour limiter nos excès. Mais tant que nous étions physiquement très actif-ves et que la malbouffe n'existait pas, les conséquences n'étaient pas aussi graves qu'aujourd'hui.





Une première différence avec les grands singes et presque tous les autres animaux est le côté omnivore de l'humain. Le paradoxe de l'omnivore a été détaillé par le professeur en psychologie Paul Rozin en 1976. L'omnivore peut subsister grâce à une grande diversité d'aliments, cela lui confère une grande liberté ; mais il connaît aussi une contrainte : il ne peut tirer ses nutriments d'une seule nourriture et est donc contraint de se diversifier. Les conséquences sont paradoxales : il est poussé à l'exploration, à la découverte mais tout aliment nouveau est potentiellement un danger. Eric Birlouez, ingénieur agronome, sociologue et spécialiste de l'histoire de l'alimentation, insiste : « Vis-à-vis de l'alimentation, nous sommes à la fois conservateurs et innovants. Spontanément, nos ancêtres étaient attirés par les nouveautés. Ils avaient la nécessité de diversifier leur alimentation. Mais ils étaient autant néophiles que néophobes... Parce que les aliments nouveaux sont aussi potentiellement toxiques ! Ce paradoxe est donc lié à notre statut d'omnivore ».

Nos ancêtres vivaient donc de la chasse, de la pêche et de la cueillette pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité. C'est seulement vers – 10 000 ans, à la fin de la dernière période glaciaire, que petit à petit sédentarisation, agriculture et élevage se sont imposés, c'est-à-dire surtout la coopération entre humains pour ces activités, un tournant qui a longtemps été appelé « Révolution néolithique ». Mais le terme de « révolution » n'est guère adapté aux yeux de la plupart des chercheurs car il s'agit en réalité d'une lente évolution, qui est récente au regard de l'histoire de l'humanité, nous sommes éleveur·euse·s depuis seulement 3% de notre existence en tant qu'espèce.

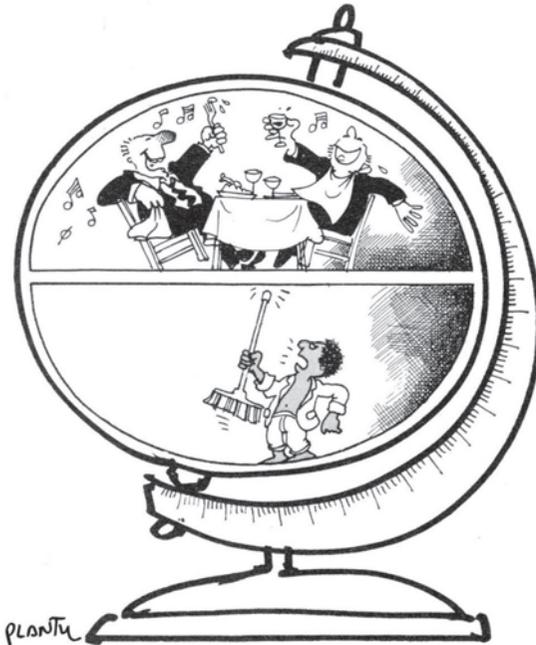
Aujourd'hui, l'idée communément admise est que l'avènement de cette société sédentaire est la « pire erreur de l'histoire de l'humanité » selon Jared Diamond dans son essai « *De l'inégalité parmi les sociétés* » paru en 1987. Récemment Yuval Noah Harari auteur de *Sapiens, une brève histoire de l'humanité*, qualifie la révolution agricole de pire escroquerie de l'histoire. Graeber et Wengrow, quant à eux, montrent à la fois que violence de classes et structures hiérarchiques pouvaient exister chez des chasseurs cueilleurs et qu'inégalité et sédentarité ne vont pas nécessairement de pair.

Quoiqu'il en soit les conséquences ont été importantes : régime beaucoup moins varié, apparition de carences dues à des monocultures et famines quand les récoltes étaient perdues, présence de caries. Des recherches ont établi que le

développement de l'agriculture a entraîné une baisse de l'espérance de vie et une diminution de la taille.

Le préhistorien André Leroi-Gourhan écrivait à propos d'Homo sapiens dans *Le Geste et la parole* (1964) une formule qui paraissait alors une provocation, mais qui est presque devenue une banalité: « *Son économie reste celle d'un mammifère hautement prédateur, même après le passage à l'agriculture et à l'élevage. À partir de ce point, l'organisme collectif devient prépondérant de manière de plus en plus impérative, et l'homme devient l'instrument d'une ascension techno-économique à laquelle il prête ses idées et ses bras. De la sorte, la société humaine devient la principale consommatrice d'hommes, sous toutes les formes, par la violence ou le travail. L'homme y gagne d'assurer progressivement une prise de possession du monde naturel qui doit, si l'on projette dans le futur les termes techno-économiques de l'actuel, se terminer par une victoire totale, la dernière poche de pétrole vidée pour cuire la dernière poignée d'herbe mangée avec le dernier rat.* »

À suivre...





IA

IA ET EMPLOIS

Sébastien Gouvars

Chaque révolution technologique amène son lot de craintes quant aux emplois qui vont disparaître, évoluer ou être créés. Si la robotisation a fait craindre le pire, l'OCDE constate que le niveau de chômage est pourtant à son niveau le plus bas depuis la fin des années 70. Si de nombreux emplois ont disparu au profit du travail robotisé, de nouveaux types d'emplois ont donc été créés. Les robots ont le plus souvent ôté le travail à des travailleurs peu qualifiés qui bien souvent ont dû se reconvertir, lorsqu'ils en avaient la possibilité, pour continuer à travailler. Dans le meilleur des cas, l'entreprise a gardé une partie de ses travailleurs et les a formés pour occuper un nouveau poste en lien avec la robotisation.

Mais qu'en est-il de l'intelligence artificielle ? Va-t-elle faire disparaître un grand nombre d'emplois ? Lesquels ? Va-t-elle en créer de nouveaux ? Pourra-t-on se reconvertir facilement pour s'adapter aux mutations induites ?

Si la plupart s'accordent sur le fait que l'intelligence artificielle va remplacer (et remplace déjà) en partie le travail humain, les chercheurs ne sont pas toujours d'accord sur le type d'emploi qui va disparaître. D'après une étude publiée dans la revue *Science*, l'intelligence artificielle impacterait d'abord les emplois plus qualifiés et donc les hauts revenus. Le modèle GPT-4-LLM, associé à une étude humaine, a lui-même prédit que l'intelligence artificielle pourrait réduire de moitié les tâches de 18,5 % des professions, avec une qualité équivalente. Il s'agit principalement de professions avec un haut niveau de qualification. Citons à titre d'exemple les architectes de base de données, les ingénieurs en informatique, les experts dans le domaine des *Big Data*, les analystes financiers ou encore des experts en données biomédicales.

A l'inverse, pour le LaborIA (programme français de recherche sur les impacts de l'IA, créé par le Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités) et pour Cédric Villani (mathématicien), les professions qui seront les plus impactées par l'IA seront les moins qualifiées, celles qui comportent des tâches répétitives (complexes ou non) que l'on peut facilement automatiser : ouvriers non qualifiés dans l'industrie, manutention, agents d'entretien ou caissiers. Et la machine est déjà bien en marche ! Prenons l'exemple de ces femmes qui pour tenter de survivre cueillaient des feuilles de thé pour un salaire de misère. Du jour au lendemain, on leur a demandé de ne plus se présenter au travail car un robot alimenté par l'IA était aujourd'hui capable de mieux faire leur travail qu'elles et allait donc les remplacer. Des projets similaires sont pléthore dans le monde agricole, comme

au Chili où l'entreprise Unifrutti utilise des drones pour la cueillette de différentes variétés de fruits ou encore tous les projets de l'entreprise FFRobotics.

Nous voyons que les prédictions quant aux types d'emplois qui vont être le plus impactés sont loin d'être cohérentes. Il en va de même quant à l'ampleur de cet impact, donc au nombre d'emplois qui vont être touchés. En effet, si pour le rapport français de la Commission Intelligence Artificielle du 13 mars, « *Les emplois directement remplaçables par l'IA ne représenteraient que 5 % des emplois d'un pays comme la France* », d'après une étude de McKinsey, 60 % des métiers pourraient être impactés par l'automatisation, d'ici 2030. Et d'après une étude d'Antonin Bergeaud (HEC), l'automatisation concerne environ 20 % des travailleurs. Enfin, pour d'autres optimistes (lemondeinformatique.fr), l'IA est destinée à créer bien plus d'emplois qu'elle ne va en détruire, elle devrait même créer 500 millions d'emplois d'ici 2033.

Nous l'avons vu, lorsque nous voulons évaluer l'impact de l'IA sur l'emploi, nous naviguons en eaux troubles, comme c'est aussi le cas dans ses rapports avec l'éthique ou la vie privée par exemple. Mais nous fonçons tête baissée ! Ce qui est certain par contre, c'est que le développement très rapide de l'IA que nous connaissons depuis plusieurs années va induire une mutation du monde du travail. Un rapport du forum économique de Davos, indiquait déjà en 2016 que 65 % des enfants qui entraient à cette époque à l'école primaire occuperaient plus tard des emplois qui n'existaient pas encore. Et de nombreux chercheurs s'accordent à dire que ces nouveaux emplois nécessiteront plus de qualification, de compétences mais aussi plus de responsabilités. Et l'IA transformera aussi beaucoup l'organisation du travail et pourrait engendrer une perte d'autonomie du salarié et automatiser des contrôles de plus en plus insidieux, auxquels des risques psychosociaux pourraient être associés. Mais ceci est encore une autre joyeuseté de l'intelligence artificielle dont nous parlerons peut-être dans un prochain épisode.



DIALOGUE ENTRE LES PEUPLES POUR UNE DÉMARCHE PACIFIQUE : CONGRÈS EUROPÉEN D'ESPÉRANTO À STRASBOURG

CR Eric Nemes

Six cent soixante participants au lieu des trois cents attendus dans une ville bien aménagée pour piétons et cyclistes. Une rencontre conviviale et ouverte aux Strasbourgeois grâce à une partie de programmation en français.

Le 8 mai, jour anniversaire de la capitulation de l'armée nazie, dans sa conférence sur la **guerre en Ukraine**, Manfred Westmayer a rappelé les événements survenus depuis 2013. Aujourd'hui presque toute l'Ukraine est en ruine. De nombreux civils ont perdu la vie, plus de 600 000 soldats (russe et ukrainien) ont été tués ou grièvement blessés. Les mouvements pacifistes n'ont pu se faire entendre, et pourtant il va bien falloir que des diplomates négocient le retour à la paix.

Le 9 mai, jour où est célébrée la déclaration de Schuman de 1950 sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Mireille Grosjean a rappelé à quel point l'**Europe** (ses institutions et ses peuples) est un mélange hétéroclite. La limite entre l'Europe et l'Asie est arbitraire et peut unir les peuples autant que les diviser. La Russie a une partie asiatique et européenne, tout comme la Turquie. La Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont européens par la langue mais asiatiques géographiquement. Et les **institutions** ? Une réalisation importante du Conseil de l'Europe, créé en 1949, est le Cadre européen commun de référence pour les langues. De six états membres, l'Union européenne est passée à vingt-sept (après le départ du Royaume Uni), et de nombreux États sont candidats. L'AELE/EFTA est une association européenne de libre-échange qui comprend la Suisse, la Norvège et l'Islande. Enfin l'OTAN/NATO est l'organisation de défense et elle inclut les USA et le Canada. Elle a mentionné l'importance des **droits fondamentaux** européens : la démocratie, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la solidarité.

Pour se faire entendre aujourd'hui, qu'il s'agisse de recherche ou de politique, il faut maîtriser l'**anglais**. Or d'après Eurostat, un tiers des Européens ne parlent que leur langue maternelle (dans certains pays comme la Hongrie, c'est même 50%) et ne pourront donc comprendre un document publié en anglais. C'est là une discrimination dont on entend trop peu parler. Ajoutons l'inefficacité en termes de communication quand des députés et bureaucrates s'expriment dans une langue qu'ils maîtrisent mal.



Deux ateliers de Kristin Tytgat sur l'Europe et la paix abordaient des questions délicates, comme de savoir pourquoi de moins en moins de gens vont voter et pourquoi l'éloignement historique de la seconde guerre mondiale ramène des discours belliqueux et de haine. Il est important de comprendre les ressorts de la propagande militaire (voir Anne Morelli). Une guerre, ce sont des dirigeants (qui se connaissent) qui décident de détruire des infrastructures et de tuer des militaires et des civils qui eux ne se connaissent pas.

Le 11 mai, après la conférence d'Anne Morelli sur la propagande militaire, j'ai parcouru les trente panneaux de l'exposition « *Résister à la propagande de guerre*¹ » qui illustrent dix principes élémentaires : ce n'est jamais nous qui voulons la guerre, l'ennemi a le visage du diable, nous défendons une noble cause et nos bavures sont involontaires, etc. Avec comme conclusion : que faire avant d'agir : douter douter douter encore !

Le dimanche, Sean Ryan exposait notre proposition d'accélérateur multilingue : utilisons l'espéranto pour améliorer l'apprentissage des langues. Malheureusement, les instances de l'UE soutiennent que chaque enfant doit apprendre l'anglais. Or des tests de connaissance de la seconde langue montrent que seulement 13% atteignent le niveau B2 et seulement 1% le niveau C1. Heureusement, le rapport du Dr Gazola à l'UE, qui traite le problème en détail, va être lu au sein de la Commission nouvellement constituée. Par ailleurs, d'autres États devraient suivre la Pologne et déclarer officiellement que l'espéranto fait partie du patrimoine européen.

La clôture fut très intense. Je vous invite à découvrir la chanson du groupe Kajto Manifeste « sans peur » sur le droit pour tous les enfants du monde de jouer ! Et pas à la guerre. Tous les membres du Congrès ont repris le refrain en chœur et j'ai pleuré d'émotion. Cette chanson est un résumé si simple de notre expérience européenne... Diffusons-le, reprenons-le à notre tour !²

1. https://lstu.fr/attac_118_15

Intéressé.e.s par cette exposition à Liège en 2025, envoyez un message à eric.nemes@gmail.com;

2. https://lstu.fr/attac_118_03, texte en français dans la version complète sur notre site).



GAZA

LES MORTS DE GAZA

Le nombre de morts à Gaza pourrait atteindre 186.000 à la mi-juin

Guy Leboutte

Le 19 juin, la revue médicale *The Lancet* a publié, avec discrétion, une contribution intitulée «Compter les morts à Gaza : difficile mais essentiel» ⁽¹⁾, qui a néanmoins circulé dans de nombreux médias. Les trois auteurs sont Rasha Khatib, et Salim Yusuf, qui déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêt, et Martin McKee, membre du comité de rédaction de *l'Israel Journal of Health Policy Research* et du comité consultatif international de l'institut national israélien dont relève cette revue.

Le seul organisme qui compte les morts gazaouites dans cette triste histoire est le ministère de la santé de Gaza. Comme le gouvernement étatsunien, le gouvernement israélien conteste les chiffres, mais ses propres services de renseignement les considèrent comme fiables⁽²⁾, de même que l'ONU, l'OMS et les ONG. Un article du *Lancet* de janvier 2024 est intitulé «Pas de preuves d'exagération des chiffres de mortalité par le Ministère de la Santé de Gaza» ⁽³⁾.

Pourquoi est-il important de compter les morts?

L'histoire des conflits montre que cette difficile et macabre comptabilité est source de confusions et désaccords dans les plans, consécutifs à la guerre, d'indemnisation ou de réparations, ou devant les tribunaux. «*Un suivi solide et vérifiable de la mortalité sera essentiel pour éclairer les décisions humanitaires et politiques et documenter leurs conséquences ultimes.*» Les institutions internationales ont besoin de ces relevés, les universitaires aussi et des ONG y travaillent depuis des années sur différents «théâtres d'opération», comme airwars.org qui s'y attache avec une extrême précision, pour «*faire pleinement reconnaître aux gouvernements et aux acteurs militaires leur responsabilité dans le bilan humain complet de leurs actions.*»

Compter les morts de la guerre actuelle à Gaza

Le ministère de la santé à Gaza a dû, à mesure des destructions, ajouter des décès mentionnés par des sources fiables et recoupées, à ses chiffres d'abord relevés dans les hôpitaux. Sa statistique indique désormais le nombre de corps non identifiés parmi les personnes décédées, soit, au 10 mai 2024, 30 % du total de 35 091 décès documentés. Cependant l'unanimité des observateurs considère qu'il y a sous-estimation, les décombres non déblayés concernant selon l'ONU 35 % des bâtiments de Gaza fin février, et aujourd'hui 70%.

On appelle indirectes les morts provoquées par un conflit, mais survenant après, liées aux maladies, aux blessures soignées tardivement, à la destruction des in-

frastructures de santé, aux manques d'abris, aux pénuries de nourriture et d'eau... Elles peuvent survenir dans les mois et les années qui suivent. Or dans les conflits récents, les morts indirectes représentent de 3 à 15 fois le nombre de morts directes, selon le commissariat aux réfugiés des Nations-Unies à Genève. En adoptant un «prudent» rapport de quatre morts indirectes par mort directe, un cessez-le-feu définitif au 19 juin se serait potentiellement soldé par un chiffre total de 186 000 basé sur les 37 396 recensés à cette date (37 396 x 5). Notons que l'ancien militaire français Guillaume Ancel évalue le nombre de morts directes au 15 juillet en hypothèse basse à 80 000...⁽⁴⁾.

Même en cas de cessez-le-feu fin juillet, les conditions sanitaires sont telles que les morts indirects, qui touchent surtout les enfants, ne peuvent que se multiplier. La violence intolérable déployée par l'armée israélienne, à Gaza et en Cis-jordanie, est celle d'une guerre coloniale.

1. thelancet.com : https://lstu.fr/attac_118_04

2. thelancet.com : https://lstu.fr/attac_118_05

3.) vice.com/en : https://lstu.fr/attac_118_06

4. nepassubir.fr : https://lstu.fr/attac_118_07

Ce texte est également publié sur le blog Condroz belge <https://condrozbelge.com/>



Joe Sacco, *Gaza 1956 : en marge de l'histoire*, (traduit de l'américain par Sidonie Van den Dries) Futuropolis, 2010



DÉPENSES MILITAIRES



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Dans sa **Déclaration** de politique régionale, le nouveau gouvernement annonce une révision du décret de 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, en vue « de ne plus pénaliser les industriels wallons dans leurs exportations ». Voilà, écrit François Graas, dans un communiqué d'Amnesty International¹, qui « relève d'une vision du monde qui fait du respect des droits humains un obstacle à dépasser, alors qu'il devrait s'agir de la boussole de toutes les politiques publiques ».

Or la fabrication et le commerce des armes, ce n'est pas rien par les temps qui courent. En 2023, les **dépenses**

militaires mondiales atteignent un total de **2 443 milliards** de dollars. L'augmentation de 6,8 % en 2023 est la plus forte depuis 2009 et porte les dépenses mondiales au niveau le plus élevé jamais enregistré².

D'autres chiffres, concernant l'OTAN (transposables à d'autres puissances militaires), mettent en regard **dépenses militaire et impact sur l'environnement**. Alors que le GIEC rappelle qu'une diminution de 43% des émissions (par rapport au niveau de 2019) est impérative d'ici 2030, celles d l'OTAN ont augmenté de 15% en 2023 et ont peu de chance de diminuer pendant cette décennie. L'augmentation des dépenses militaires de l'OTAN en 2023 pourrait couvrir les attentes de financement des pays 'en développement' telles que formulées lors des négociations sur le climat des Nations Unies³.

1. Amnesty internaional : https://lstu.fr/attach_118_08

2 Trends in World Military Expenditure, 2023 : https://lstu.fr/attach_118_09

3. Transnational Institute : https://lstu.fr/attach_118_10

FABIAN SCHEIDLER,

Un nouvel ordre de paix, une économie du bien commun

Conférence du 6 juillet 2024



ORDRE DE PAIX

Depuis plus de 5000 ans, nous vivons, en Occident, dans un système où l'homme domine l'homme et la nature. Cela nous amène à une situation sans précédent : extinction d'espèces, crise de l'eau, déforestation, perte de terres fertiles, phénomènes météorologiques extrêmes. Ce dérèglement de la biosphère est directement induit par le capitalisme mondialisé qui repose sur trois piliers :

1. L'accumulation sans fin de capital, qui exige la transformation de la nature en marchandise.
2. L'État moderne, qui dépend étroitement de la finance et, en symbiose avec les entreprises par actions, est responsable de la violence coloniale, de l'extractivisme, de la croissance du complexe militaro-technologique.
3. Le pouvoir de l'idéologie qui invisibilise cette violence en la présentant comme naturelle. Notons ici à quel point les «valeurs occidentales» si souvent évoquées sont en contradiction avec la réalité des génocides et écocides qui ont accompagné l'expansion de l'Europe.

Mais ce système se heurte aujourd'hui à des limites externes (biosphère) et internes (crises s'accompagnant d'austérité).

Nous pouvons choisir.

1. Au plan économique. Développer une économie hors capitalisme (coopérative, entreprises publiques...) visant le bien commun.
2. Au plan politique. Mettre en place des conseils de citoyens, comme ce fut le cas lors de la Commune de Paris.
3. Dans notre rapport à la nature. Renoncer à dominer pour collaborer avec la biosphère.
4. Rejeter la guerre et élaborer un nouvel ordre de paix dans un monde multipolaire.

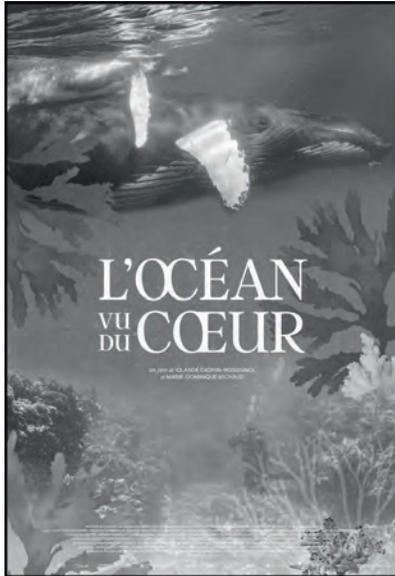
Nous recevrons Fabian Scheidler à Liège au printemps prochain

Fabian Scheidler, *La fin de la mégamachine*, Point Terre, Seuil, 2023
Blog Médiapart : https://lstu.fr/attac_118_11



OCÉANS ? TESTEZ VOS CONNAISSANCES !

JEU



Quizz océans (plusieurs réponses possibles)

Autour de la journée des océans début juin nous avons proposé une soirée avec la projection du beau documentaire *L'océan vu du cœur* de Iolande Cadrin-Rossignol suivie de la présentation par Raf Custers des dangers de l'exploitation des océans et notamment l'extraction en eaux profondes.

Voici un petit quizz pour faire le point sur vos connaissances en la matière, que vous l'ayez vu ou pas.

1. Quelle est la part des pollutions d'origine terrestre dans la pollution marine ?
 25% 50% 80% 99%
2. Il existe plus de 500 zones mortes (pauvres en oxygène et impropres à la vie marine) dans les océans et les mers du monde, qui est responsable ?
 Les algues marines
 Le réchauffement climatique
 La fonte des glaces
 Les fertilisants et les nutriments
3. Sur les 9 milliards de tonnes de plastiques fabriqués ces 50 dernières années, combien ont été recyclés :
 1% 9% 23% 32%
4. Quels sont les impacts du réchauffement climatique sur les océans ?
 Acidification des eaux
 Appauvrissement en oxygène
 Disparition des habitats sous-marins
 Perte de la biodiversité marine

5. Quelle est l'espérance de vie des récifs coralliens si l'on ne fait rien ?
 - Ils auront disparu en 2050 à cause du changement climatique
 - Ils auront disparu en 2025 à cause de la pêche
 - Ils auront disparu en 2100 à cause de la fonte des glaces
 - Ils auront disparu en 2200 à cause du plastique
6. En quarante ans, de combien ont diminué les populations des poissons pêchés ?
 - 25% 35% 50%
7. Quelles sont les activités de tourisme qui impactent la santé des océans ?
 - Plages artificielles
 - Consommation de glaces
 - Baignade sans crème solaire
 - Paquebots de croisière
8. Pêche, commerce, transport, tourisme ...Quelle est la valeur économique des océans pourtant en danger ?
 - 5 000 milliard de dollars
 - 13 000 milliard de dollars
 - 24 000 milliard de dollars
9. Les fonds marins sont surexploités. Quelle est la part de pétrole et de gaz extraits dans les eaux profondes ?
 - 1/5 1/4 1/3 1/2
10. La Belgique appuie financièrement des sociétés privées pour réaliser des tests en haute mer ?
 - Vrai Faux

Réponses jeu du numéro 117

Focus sur l'agriculture industrielle mondialisée

30% des aliments

75% des dégâts

70% des ressources hydriques

75% de l'agrobiodiversité

on s'approche des ...90%

40% de toutes les émissions

Que veut le monde agricole ? **2**.

De quoi la PAC est-elle responsable ? **1 et 3**

Qu'est-ce que le Mercosur ? **3**

Quelle affirmation est exacte ? **2 et 3**

La guerre en Ukraine favorise la concurrence dans nos pays : **Faux**

La PAC représente le premier poste du budget de l'UE, avec 387 milliards d'euros sur sept ans (2021-2027) dont 270 milliards d'euros d'aides directes : **Vrai**



LE CYNISME EN PRIME ?

Quand les Croisières Ponant proposent le rêve qu'elles détruisent.
Publicité sur presque une page entière du *Financial Times* (en anglais, donc, mais je traduis) :

- JE VOIS** *l'immensité du fleuve Saint Laurent*
- J'ENTENDS** *les légendes mi'kmaq portées par le vent*
- JE SENS** *la pureté de la bise glacée*
- JE TOUCHE** *la sérénité de paysages boréals*
- JE RESSENS** *l'excitation des premiers explorateurs*
- VOUS ÊTES LA DESTINATION**

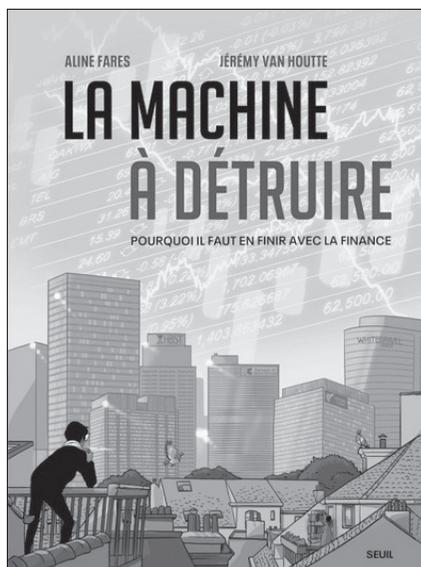


Prix : à partir **21 245 €** par personne.
Pour la suite de l'armateur (pont 8) à partir de **74 115 €** par personne
Ponant.com : https://lstu.fr/attac_118_12

DÉSENSORCELER LA FINANCE

CR Christine Pagnouille

Aline Farès et JérémY Van Houtte, *La Machine à détruire. Pourquoi il faut en finir avec la finance*, Paris, Seuil, 2024, 179 p..



Un documentaire sur le monde de la finance en bande dessinée. Un fameux défi, remarquablement relevé. C'est dynamique. Il y a ce qu'il faut de répétitions pour bien faire comprendre les mécanismes tordus de ce monde où tout est basé sur le profit. Par exemple, la façon dont, grâce à de profondes connivences, la situation de dépendance face aux pouvoirs publics où se trouvent les grandes banques suite à des opérations spéculatives risquées est complètement renversée quand les États, qui n'ont nullement profité de l'occasion pour prendre la main, s'en vont quémander du crédit.

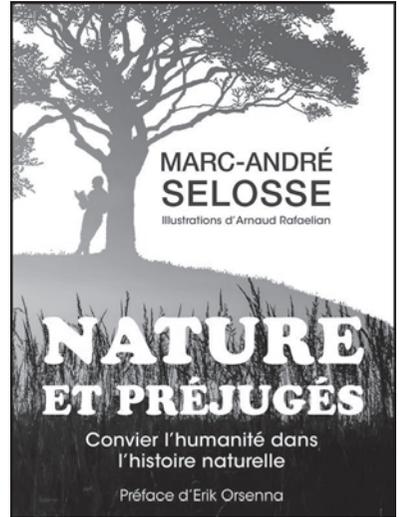
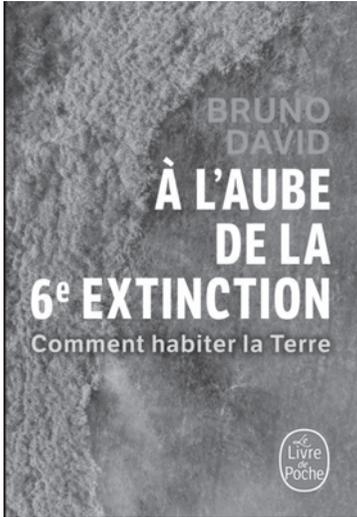
Au fil de ces années (2008-2020), nous suivons Aline (ses grandes lunettes et son grand sourire, et sa fillette) dans ses découvertes, qui deviennent les nôtres. Le livre intègre des situations qui peuvent concerner chacun·e d'entre nous, ainsi la tentation de souscrire une assurance vie (détaxée), de prendre une assurance complémentaire, de se livrer à des activités de trading en ligne, d'accepter des actions de l'entreprise où l'on travaille. Il montre comment couper les ailes à la méchante fée «crédit» et socialiser tout le secteur financier. Les dernières pages décrivent des combats victorieux et des rêves à réaliser dans un monde libéré de la finance.

À lire. C'est passionnant.

Des rencontres seront organisées autour de ce livre, avec le CADTM, dont au moins une avec l'autrice.



VOUS AVEZ DIT BIODIVERSITÉ ?



Deux auteurs, parmi bien d'autres, constatent – et déplorent – l'écrasement de la diversité du vivant par intervention humaine et ses conséquences, y compris sur notre santé. C'est loin d'être le seul objet de leurs ouvrages, mais il est central.

Bruno David, *À l'aube de la 6^e extinction. Comment habiter la terre*, Grasset (Le Livre de Poche), 2021, 253 p., 7,70 €.

Marc-André Selosse, Arnaud Rafaëlian (ill.), Préface d'Erik Orsenna, *Nature et préjugés. Convier l'humanité dans l'histoire naturelle*, Arkles, Actes Sud, 2024, 448 p., 25 €
Selosse note que dans l'industrie alimentaire les microbes hérités inhérents aux produits avant traitement sont tués et remplacés par une gamme limitée de microbes connus, et que cette uniformisation entraîne une moins bonne protection de la santé.

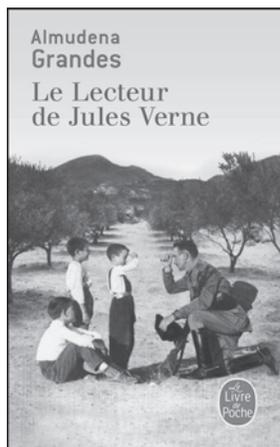
David souligne l'importance des micro-organismes, mis à mal par les manipulations génétiques. Par ailleurs, dans la partie où il examine l'impact de nos comportements sur l'environnement, il nous rappelle des conséquences parfois négligées ; ainsi la perte de sols cultivables ou de forêts par l'emprise des routes et aéroports, l'effet désastreux du sel d'épandage, la propagation d'épidémies par les transports d'un continent à l'autre, l'assèchement et la pollution des réserves d'eau douce.

Deux livres à lire... parmi tant d'autres.

LIRE JULES VERNE, ENTRE CASERNE ET MAQUIS

CR par Anne Gras

Almudena Grandes, *Le Lecteur de Jules Verne*, traduit de l'espagnol par Serge Mestre, Lattès, 2014, 528 p.



Almudena Grandes a écrit cinq romans qui racontent l'histoire des républicains espagnols sous le régime franquiste, dont *Le Lecteur de Jules Verne*.

L'histoire se passe en Andalousie dans la Sierra du sud, une région montagneuse où des républicains ont pris le maquis. Ils sont aidés secrètement par des villageois.

1947 Nino, neuf ans, fils d'un garde civil, découvre le monde au-delà de la caserne où il vit avec sa famille et celles des autres gardes civils. Nino a appris qui sont les bons et les méchants dans son village. Tout le destine à devenir garde civil mais cela ne lui plait pas. Il

a envie d'être pilote de courses. Cencerro, un célèbre bandit de la montagne, enflamme son imagination. Il se lie d'amitié avec Pepe el Portugués, qui exploite seul une pauvre ferme dans la montagne. Chez Pepe, Nino trouve un livre de Jules Verne qui lui plait beaucoup.

1948 Nino apprend l'histoire sanglante de la répression dans son village. Les familles de républicains emprisonnés sont interdites de beaucoup d'activités professionnelles et contraintes de survivre misérablement en faisant du marché noir. Dans la caserne, il entend le bruit des interrogatoires et des tortures et n'arrive plus à croire que c'est un film. Il aide son ami Pepe pour les travaux de sa ferme et ils passent de bons moments ensemble dans la nature. Nino découvre dans les romans de Jules Verne que les choses et les gens ne sont pas toujours ce qu'ils paraissent.

1949 Nino comprend qu'au village il y a des communistes et des anarchistes et que dans la montagne certains républicains sont des traîtres. Sa vision du monde se complexifie. Il est intelligent et prudent : il ne pose pas de question. Les résistants de la montagne vont partir en exil en France. L'armée et la garde civile préparent une importante opération pour les arrêter. Mais les choses ne se passent pas comme prévu. Nino découvre que dans toutes les familles y compris dans la sienne il y a des personnes des deux camps...

Ce roman historique passionnant nous fait vivre le déchirement d'une guerre civile interminable qui sépare familles et amis.

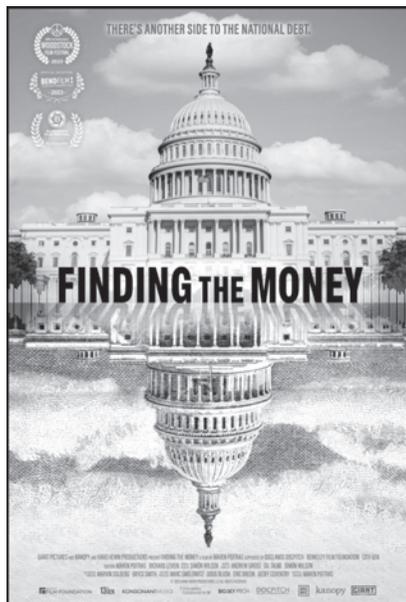




FINDING THE MONEY

There is Another Side to the National Debt

DOCUMENTAIRE



Réalisé par **Maren Poitras** (2023)

Projeté au Sauvenière en ouverture des trois jours de rencontres autour de la diversité monétaire organisés au Trianon en ce premier week-end de juillet, ce documentaire centré sur les États-Unis et la personne de Stephanie Kelton (professeur à l'université de Stony Brook et conseillère de Bernie Sanders) montre deux évidences : la dette publique, c'est en fait des investissements (encore faut-il savoir dans quels secteurs) et l'argent, ce sont les États qui le créent. Ceci n'est plus vrai pour les pays de l'Union européenne puisqu'ils ont délégué le

pouvoir de battre monnaie à la Banque centrale européenne. Ce sont pourtant des évidences qui contredisent l'idéologie dominante, qui présente la dette comme un fardeau que nous léguons à nos petits-enfants et répète à l'envi que ménages et pouvoirs publics doivent tout pareil rembourser leurs dettes. La Théorie monétaire moderne (Modern Monetary Theory) explique entre autres que l'argent, qui est apparu comme un instrument comptable et dont l'une des fonctions principales a longtemps été la collecte d'impôts en numéraire, n'est qu'un outil, qu'il n'est pas difficile de s'en procurer (puisque'il peut être créé), que l'obstacle peut venir des ressources matérielles à mobiliser et bien sûr des choix à opérer. (Elle frôle la théorie d'Elie Sadigh quand il est suggéré que la masse monétaire doit correspondre à la richesse réellement produite, mais les deux ne se rejoignent pas.) Il est donc temps que les pouvoirs publics se sentent libres d'investir dans les soins de santé, par exemple, ou dans une véritable transition environnementale.



Julian Assange libre !

En juin dernier, après sept ans confiné dans l'ambassade d'Équateur à Londres où il s'était réfugié, et six emprisonné dans la prison de haute sécurité de Belmarsh, le hacker éthique Julian Assange a enfin été libéré, grâce à une transaction judiciaire habilement négociée avec le gouvernement des États-Unis. Son crime, la raison de cette persécution de quatorze ans, s'appelle Wikileaks, une organisation qu'il a fondée en 2006 et a pour mission de d'analyser et de rendre publics des documents censurés ou gardés secrets touchant à la guerre, à l'espionnage et à la corruption. En 2010, Wikileaks publie entre autres les révélations du Sgt Bradley / Chelsea Manning sur les actes de torture perpétrés par des soldats US, et voilà Manning et Assange accusés de violation de secrets militaires et d'espionnage.



Des victoires signalées par Amnesty International

Le projet de loi sur l'interdiction judiciaire de manifester a été définitivement abandonné en décembre 2023.

Le transit d'armes à destination d'Israël est désormais interdit (arrêté du gouvernement wallon du 27 mai).

L'adoption de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises marque une avancée majeure pour la responsabilité des entreprises : elle les oblige à prévenir et à remédier aux violations des droits de l'homme et aux dommages environnementaux dans leurs chaînes d'approvisionnement.



Un communiqué de Générations futures

Ce 18 juin 2024, les États-membres de l'Union européenne (UE) ont adopté le règlement sur la **restauration de la nature**. Une excellente nouvelle pour les habitats naturels et la biodiversité, en très mauvais état : déclin de 25% du nombre d'oiseaux sur le continent européen en 40 ans, déclin sans précédent de la biomasse des insectes dans les zones d'agriculture intensive, etc. Ce règlement constitue donc un outil pour faire face à la triple crise planétaire : changement climatique, effondrement de la biodiversité et omniprésence des polluants chimiques.



En avril dernier, l'Union européenne s'est retirée du **traité sur la charte de l'énergie**, une aberration environnementale adoptée en 1994, qui protège les géants du secteur des énergies fossiles.



CADTM rencontres d'automne



Les Rencontres d'automne, c'est dans guère plus d'un mois, à l'auberge Simenon – «**Enterrons les dettes illégitimes**». Il sera question de nouvelles formes de lutte, de la Palestine, de l'Argentine, de Haïti, de RDC, toujours avec la participation de représentant·es de mouvements sur place et pour la RDC avec la projection du documentaire réalisé par Thérèse Di Campo, *Les Âmes fêlées*. Nous avons également un débat contre l'extrême-droitisation, pour une gauche anticapitaliste et antiraciste. Si ce n'est encore fait, courez donc vous inscrire

Palestine



À Liège, le soutien au peuple palestinien prend la forme d'actions comme repeindre les escaliers de Bueren aux couleurs du drapeau de la Palestine, de rassemblements devant les Guillemins tous les mercredis et samedis, une occupation de 42 jours du hall d'entrée de l'Université de Liège. Lorsqu'ils ont suspendu leur action le 22 juin, les Étudiants pour la Palestine ont fait savoir qu'ils avaient obtenu différents engagements de l'institution comme celui « de ne plus établir de relation bilatérale avec des universités israéliennes tant que des violations du droit international humanitaire seront commises », celui d'étudier la perspective de retrait total ou partiel de collaborations européennes impliquant des partenaires israéliens. ATTAC est évidemment solidaire. L'intention génocidaire est avérée, mais la Cour pénale internationale et la Cour internationale de Justice sont impuissantes à empêcher le massacre de continuer.

Coalition Santé, bilan et projets



En 2023-24, la **Coalition Santé** (ancienne plateforme d'action Santé Solidarité) a mené une campagne **#Vivre mieux**, sur deux axes (accessibilité des soins et promotion de la santé en agissant sur les déterminants sociaux tels logement, alimentation, éducation, conditions de travail, implication dans les décisions) et en différentes modalités, dont un livre blanc¹

AGORA



ATTAC s'inscrit sans réserve dans les différents combats menés par l'**Agora des Habitants de la Terre**. Nous en retenons deux : l'engagement contre la guerre et le droit à l'eau. Le 28 juillet, *Journée mondiale du droit universel à l'eau et à l'assainissement*, est l'occasion de mobiliser au niveau international dans la lutte en défense d'un double droit, celui des humains à l'eau source de vie et celui de l'eau à être protégée contre l'emprise de son utilisation industrielle, comme s'il s'agissait d'un «capital naturel» alors qu'il s'agit d'un bien commun vital. Lire les textes de Riccardo Petrella sur *Presenza* ¹.

CRACPE et Voix des Sans-Papiers



Le **Collectif de Résistance Aux Centres Pour Étrangers**, créé en 1997 pour empêcher la création d'un centre fermé à Vottem, a plus que jamais du pain sur la planche. La nouvelle majorité confirme la construction de nouveaux centres fermés et l'accélération de la politique d'expulsion. Participons aux manifestations et à la veille hebdomadaire, le samedi à 16 h.

Le CRACPE travaille en étroite collaboration avec la **Voix des Sans-Papiers de Liège**. Leur page Fb renseigne des activités à soutenir.

Liège Ville hospitalière



En 2017, la Ville de Liège se déclarait *Ville hospitalière* visant l'accueil des sans-papiers (notamment par le logement et l'accès à l'enseignement et aux soins), l'ouverture à l'inter-culturalité, l'intégration, notamment par l'accès au travail, l'apprentissage de la langue).

Après les élections, il faudra que le collectif citoyen redouble de vigilance et renforce les contacts pour que les promesses soient tenues.

1. *Presenza* : https://lstu.fr/attac_118_14

% ATTAC Liège %



Soirée d'accueil
Ouvverte à tou.te.s !

- Mercredi 11 septembre 2024 -

Au Beau-Mur // Rue du Beau-Mur 48 - Grivegnée // 19h

% ATTAC-Liège - Conférence %	
<p>RETOUR ET PERSPECTIVES SUR LES ÉLECTIONS Avec François Debras</p>	<p>ÉLECTIONS</p> 
<p>Mardi 17 septembre à 19h Barricade, rue Pierreuse 21 à 4000 LIÈGE</p>	
<p>info@attacliege.be</p>	<p>Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles</p> 

% ATTAC-Liège - Conférence **%**

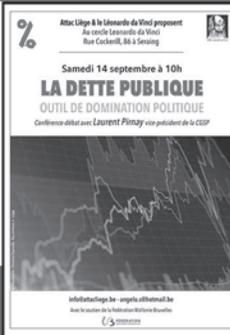
LA DETTE PUBLIQUE
OUTIL DE DOMINATION POLITIQUE

Avec Laurent PIRNAY, vice-président de la CGSP

Samedi 14 septembre à 10h
 Centre Leonardo Da Vinci - Seraing

info@attacliege.be
 angelo.s@hotmail.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

% ATTAC-Liège - Conférence **%**

ENSEIGNEMENT : UN PAS DE PLUS
VERS LA PRIVATISATION !

Avec Madeleine GERARD de la CPP (CGSP)
 et Micheline ZANATTA de l'IHOES

Samedi 28 septembre à 10h
 Centre Leonardo Da Vinci - Seraing

info@attacliege.be
 angelo.s@hotmail.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles




% ATTAC-Liège - Groupe de lecture **%**

RONDE DE LIVRES

Première séance pour choisir le livre qui nous occupera lors des séances suivantes

Mercredi 25 septembre à 19h
 Jardin Zen - Pl. Général Leman - Liège

info@attacliege.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles




SOUTENIR ATTAC

ça fait du lien par où ça passe

**Vous voulez plus de justice environnementale, sociale, fiscale ?
Contribuer à un monde plus juste?**

REJOIGNEZ-NOUS

dans nos actions, nos rencontres, nos formations.

Renouvelez votre soutien financier

(à partir de 20 euros / an pour qui jouit de rentrées financières décentes
et de 10 euros / an pour les revenus riqiquis)

Ensemble, tentons de changer les rapports de force.

Compte Triodos : BE02 5231 4086 9640

www.attacliege.be

info@liege.attac.be

rue du Plope, 184 – 4041 HERSTAL

CONNAISSEZ-VOUS LE LEGS EN DUO ?

Le legs en duo est une technique qui consiste - lorsqu'un testateur laisse comme héritiers des personnes éloignées et donc fortement taxées - à léguer une partie importante de son patrimoine à une association [...], faiblement taxée en droits de succession, à charge pour celle-ci de payer la totalité des droits de succession en bénéficiant d'une petite partie du legs en plus des héritiers choisis ; ceux-ci ne payant pas de taxes, ils reçoivent davantage.

Si cela vous intéresse, contactez-nous.

**ADHÉREZ
À ATTAC**





Samedi 28 septembre, 10h-13h,

Enseignement : un pas de plus vers la privatisation, avec Madeleine Gérard de la CPP (CGSP) et Micheline Zanatta de l'IHOES'
Centre Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Du vendredi 4 au dimanche 6 octobre,

présence aux Rencontres d'automne du CADTM
Auberge Simenon, rue Georges Simenon 2 à 4020 Liège

Vendredi 11 octobre, 19h

Nuit blanche contre listes noires, Anne Morelli, *L'assassinat de Giacomo Matteotti en 1924*,
CRIE, rue Fusch, 3 à 4000 Liège

Mardi 15 octobre, 20 h

Tarantella Qui, projection du film *Io Capitano*, réalisé par Matteo Garrone, débat avec Altay Manço directeur scientifique de l'Institut de Recherche, Formation et Action sur les Migrations (IRFAM), en partenariat avec le Leonardo et Citoyens actifs pour la solidarité, Centre culturel de Seraing, rue Renaud Strivay, 44 à 4100 Seraing

Samedi 19 octobre, 10h-13h

L'Écosocialisme, avec Didier Brissa,
Centre Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Samedi 2 novembre, 10h-13h

Conséquences du déploiement de la 5G : nouveaux impacts, par Francis Leboutte, ingénieur civil, porte-parole du Collectif stop5G.be (avant d'entrer dans la salle, prière d'éteindre vos téléphones portables)
Centre Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Vendredi 8 novembre, 18h30 (à confirmer),

Représentation de la pièce *Et le lendemain tout était en flammes* par la compagnie La Vie en rouge, textes contre l'extrême-droite, en partenariat avec la CGSP,
Place Saint Paul.

Mardi 12 novembre, 19 h

Nourrir Seraing, projection du film *Quand le vent est au blé*, réalisé par Marie Devuyt, débat avec le meunier de Ferrière,
Centre Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Vendredi 15 novembre, 20 h

Nourrir Seraing, projection du film *Mission régénération*, réalisé par Joshua et Rebecca Tickle,
Centre culturel de Seraing, rue Renaud Strivay, 44 à 4100 Seraing

Mardi 19 novembre, 19 h

Nourrir Seraing, lecture du livre *Mangez les riches*, de Nora Bouazzouni,
Centre culturel de Seraing, rue Renaud Strivay, 44 à 4100 Seraing

Samedi 31 août et dimanche 1^{er} septembre

Retrouvailles au parc de la Boverie, avec le CADTM

Mercredi 11 septembre, 19h

Soirée d'accueil avec débat mouvant, au Beau-Mur

Vendredi 13 septembre,

Soirée pré-électorale, en partenariat avec le CADTM
Heure et lieu à confirmer

Samedi 14 septembre, 10h-13h

Autour de la dette publique, avec Laurent Pirnay,
Centre Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à 4100 Seraing

Mardi 17 septembre, 19h

Retour et perspectives sur les élections, avec François Debras,
philosophe et politologue
Barricade, rue Pierreuse, 21 à 4000 Liège

Mercredi 25 septembre, 19 h

Ronde de livres pour en choisir un + décision des dates de
rencontre
Jardin Zen (au-dessus de l'épicerie bio au coin de la place Leman et
de l'avenue Digneffe),

SOMMAIRE

Édito	p. 2	Croisières et cynisme	p.20
Inégalités climatiques	p.4	Lectures	p.21
Justice fiscale	p.5	Documentaire	p.24
Alimentation (1)	p.7	Bonnes nouvelles	p.25
Intelligence artificielle (2)	p.10	Lutttes communes	p.26
Dialogue pour la paix	p.12	Annonces	p.28
Les morts de Gaza	p.14	Soutien	p.30
Armement	p.16	Agenda	p.31
Scheidler	p.17	Sommaire	p.32
Jeu	p.18		

